

Les ONG mercenaires du village planétaire ou gardiennes des ghettos

Bernard HOURS

"Cette démocratie si parfaite (...) préfère être
jugée sur ses ennemis que sur ses résultats"

Guy DEBORD,
Commentaires sur la société du spectacle

"La création d'un poste de coordinateur chargé des affaires
humanitaires suscite la méfiance des non alignés".

"Les ONG sont opposées à la création d'une autorité mondiale de
l'environnement".

Ces deux titres d'articles récents du journal *Le Monde* manifestent
l'extrême ambiguïté idéologique qui fait suite à plusieurs décennies de
guerre froide ; celles-ci font parfois figure d'ère de stabilité face à un
"désordre mondial" qui guette.

En tentant d'éviter l'écueil de la nostalgie de "l'ordre ancien", tout
comme celui de l'angélisme démocratique nouveau, on se propose ici
d'analyser l'évolution du rôle des ONG, devenues désormais des
institutions à part entière sur la scène internationale. Que disent-elles,
que leur fait-on dire, quelles sont finalement les fonctions idéologiques
qui leur sont attribuées dans ce "meilleur des mondes" unipolaire et
"démocratique" qui nous est promis dès aujourd'hui ? Dans quelle mesure
les ONG sont elles des acteurs nouveaux et des acteurs de quels scénarios
historiques et idéologiques ?

Pour aborder ces questions on resituera d'abord la vie et la mort d'une
idéologie périmée qui n'a pas un demi siècle d'âge : le tiers mondisme.
On se penchera ensuite sur les mutations idéologiques qui déclenchent le
développement des ONG dans les années 80. On tentera enfin de définir
le rôle présent et à venir des ONG comme gardiennes du village
planétaire ou alibi démocratique.

Vie et mort d'une idéologie : le tiers mondisme, berceau des ONG

On a coutume de considérer que la conférence afro-asiatique de
Bandoeng en 1955 marque l'acte de naissance politique du tiers mondisme
comme idéologie planétaire. On ne saurait nier d'autre part que
l'idéologie tiers mondiste, s'alimente à deux traditions humanistes :
l'une chrétienne et l'autre marxiste, qui considèrent que l'émancipation
des opprimés constitue le sens ultime de l'histoire, ou du moins une de ses
dimensions majeures. Frantz Fanon est avec Che Guevara le représentant

L'Homme et la Société, n° 105-106, juillet-décembre 1992

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° :

36835 et 1

le plus clair du tiers mondisme marxiste qui a fonctionné dans le contexte des séquelles de la révolution socialiste, dans les mouvements anticolonialistes et dans la conjoncture de la guerre froide. Ce tiers mondisme politique s'est appuyé sur des mouvements de libération, des luttes de libération nationales et des partis communistes et révolutionnaires axés sur la conquête du pouvoir d'État. Ce tiers mondisme "étatique" prône la conquête du pouvoir par les armes, la lutte armée et la révolution nationale.

Tous ces caractères le distinguent de l'humanisme chrétien qui est à la source d'une partie du mouvement associatif et donc des ONG. On ne peut manquer de souligner ici que le recul des partis politiques, ou leur perte d'influence morale, vont de pair avec le développement des ONG ; celles-ci représenteraient mieux les forces vives et les aspirations de la société civile, selon la vulgate démocratique contemporaine. Les ONG sont souvent présentées comme une alternative, ou un correctif, à la représentation nationale issue des élections. Ce phénomène n'est probablement pas récent. Entre les deux guerres mondiales, à une époque où la société française était divisée sur l'opportunité de s'engager plus avant dans les colonies, indépendamment des partis politiques s'étaient constitués des groupes souvent paroissiaux qui correspondaient avec l'outre mer et y envoyaient des dons. Ancêtres des ONG, ces groupes chrétiens furent le lieu d'une certaine prise de conscience et d'une circulation de l'information concernant les ex-colonies avant de devenir l'un des creusets idéologiques du tiers mondisme.

Dans un ouvrage éclairant et bien documenté, Bertrand Cabedoche analyse l'évolution de la revue chrétienne *Croissance des jeunes Nations* devenue ensuite *Croissance. Le monde en développement*. Il décrit la tentation révolutionnaire de la gauche chrétienne et les rapports ambigus à l'égard du marxisme, le débat sur le rôle de l'État, puis, à partir de 1968, le développement du discours sur la dépendance, le rôle dévolu à la paysannerie, avant la radicalisation des années 70 où s'affirment la lutte contre le capitalisme et la lutte des classes, les vertus du culturel comme terrain de lutte sociale, avant la découverte des péchés totalitaires commis au Cambodge, en Chine, à un moindre degré en Algérie. A mesure que s'accroît la distance à l'égard du marxisme-léninisme, la priorité est donnée au culturel *via* l'idéologie des communautés dites de base. Les valeurs tiers mondistes sont ébranlées dans les années 80 par les critiques néo-libérales qui alimenteront les attaques de la fondation Liberté sans Frontières. Le concept de dépendance et de pillage du tiers monde est écarté au profit d'un pragmatisme apparent visant à réconcilier démocratie et développement, tradition et modernité. Droits de l'homme et universalisme planétaire s'imposent progressivement. L'ouvrage s'arrête à la fin des années 80. La revue militante modifie aujourd'hui sa présentation, se tourne vers un public plus large de voyageurs bien

1. Bertrand Cabedoche, *Les chrétiens et le Tiers Monde*, Paris, Karthala, 1990.

intentionnés (jeunes ou moins jeunes), curieux de la planète et pleins de bons sentiments pour coopérer à une oeuvre de solidarité sans frontières. Les débats sur le rôle de l'État, la croissance économique, ont laissé place à des visites guidées où l'on apprend au lecteur à bien voyager, à "décorer son appartement tout en militant pour un autre développement" (*sic*), à parrainer un enfant voire à l'adopter. Ce survol de trente années vise à évoquer une toile de fond et une évolution marquées par des engagements, des choix, des révisions déchirées et déchirantes auxquelles la revue *Croissance* a survécu. On peut ainsi mesurer une évolution continue qui invite à s'arrêter – rétrospectivement – sur certains éléments structurants de l'idéologie tiers mondiste et de la représentation du monde qu'elle a véhiculée. Cela permettra ultérieurement d'identifier les fragments abandonnés et les morceaux recyclés de cette idéologie à l'heure où le "forum global" des ONG à Rio se présente à la fois comme la fin d'une histoire et le début d'une autre, à moins qu'il ne s'agisse de la même.

L'idéologie tiers mondiste débute par une analyse anti-impérialiste du pillage du tiers monde durant la période néo-coloniale qui suit les indépendances nationales. Appuyées sur un déterminisme économique de type marxiste, les visions binaires centre/périphérie formulées par Samir Amin se situent dans cette tradition anti-impérialiste qui a produit quelques mythes révolutionnaires.

Ce sont les tiers mondistes chrétiens qui pèseront le plus dans le développement du culturalisme tiers mondiste. Celui-ci hypostasie les "communautés" locales pour en faire les messies du développement. Devenus des communautés idylliques et bibliques, ces groupes de pauvres, d'opprimés, de femmes, d'agriculteurs sont conçus comme les agents de leur salut et du nôtre. Cette vision messianique, largement appuyée sur la théologie de la libération (les pauvres sauveront l'humanité) débouche sur une mystique libératrice du développement auto centré, local et participatif. A l'État national fort et juste des anti-impérialistes s'oppose une progressive occultation de celui-ci lorsque des régimes politiques magnifiés révèlent les atrocités qui ont permis leur survie. Mieux vaut se tourner vers les citoyens de base, s'appuyer sur leur culture pour qu'elle porte le développement communautaire autogéré au lieu d'y faire obstacle.

Fanon ou Lebrét, marxistes ou chrétiens, les tiers mondistes passent dans le collimateur de la fondation Liberté sans Frontières, émanation ultra libérale de Médecins sans Frontière en 1985. Dénonçant les simplifications abusives et les oppositions simplistes entre "ici" et "là-bas", riches/pauvres, dominants/dominés, de nombreuses publications paraissent pour traiter les tiers mondistes de dogmatiques marxistes ou de masochistes chrétiens. Récusant toute analyse de la domination à l'échelle mondiale, les nouveaux idéologues néo-libéraux du développement se veulent pragmatiques, plus performants car désintoxiqués d'idéologies. Il récuse de fait la place faite à la

participation des gens pour la remplacer par une technicité accrue et la confiance indéfectible que donne à ceux qui y croient l'universalité des droits de l'homme, quand bien même il faudrait supporter quelques égratignures à "la démocratie" dans les NPI (Corée, Taïwan, Thaïlande) considérés comme des modèles d'évolution du tiers monde.

Le tiers mondisme a subi ces attaques stoïquement mais il s'en est mal remis, d'autant que les changements politiques et idéologiques planétaires ont accumulé leurs effets. En outre, une partie des critiques adressées, étaient pertinentes. Hors des mutations qui ont suivi, elles auraient eu une vertu pédagogique... si le mur de Berlin ne s'était pas effondré, transformant en raz-de-marée une réévaluation qui n'a pu avoir lieu. Depuis, tiers/mondisme est presque devenu une injure dans certains milieux, et le mensuel *Croissance* a décidé de noyer le poisson en qualifiant de tiers/mondistes tous ses lecteurs, c'est-à-dire tous ceux qui ont quelque curiosité à l'égard de leurs contemporains d'ailleurs ou de leurs voisins immigrés. Les derniers effets de cette véritable purge idéologique sont en voie de se terminer en Occident. Il faut en effet souligner que si l'idéologie tiers-mondiste est morte ou honteuse en France, cela est moins évident dans d'autres pays et certainement pas dans les pays du tiers monde où, impérialistes ou pas, les rapports Nord-Sud sont radicalement contestés comme on l'a vu à Rio.

Les mutations idéologiques des ONG (1985-92).

"L'aide à la misère n'a pas pour objectif de supprimer la misère. La philanthropie est à la fois nécessaire et inutile (...). D'une part, l'action humanitaire ne peut être jugée sur ses résultats (...). La solidarité ne se discute plus mais sa valeur se mesure au nombre de personnes qu'elle parvient à mobiliser, plutôt qu'aux résultats qu'elle obtient (...) l'aide est fondamentale pour le donateur".

PERROT, RIST, SABELLI²

La notion d'ONG (organisations non gouvernementales) s'est imposée à la fin des années 70 pour évoquer des structures associatives consacrées à des activités de coopération pour le développement. Celles-ci existaient antérieurement mais elles sont apparues plus visibles à la suite du relatif échec des grands projets étatiques de développement et grâce à la couverture médiatique croissante dont elles ont été l'objet. Leur développement est inséparable de nouveaux flux financiers résultant de financements publics, de financements croissants de donateurs privés sensibles à la couverture médiatique des actions de terrain lors d'événements tels que la famine dans le Sahel, ou de catastrophes naturelles ou politiques permettant de sensibiliser l'opinion publique et de mobiliser une petite partie des surplus des sociétés occidentales en période de croissance.

2. M.D. Perrot, G. Rist, F. Sabelli, *La mythologie programmée. L'économie des croyances dans la société moderne*, Paris, PUF, 1992, p. 172.

Perçus d'abord comme de jeunes aventuriers un peu bricoleurs³, les militants des ONG tentaient à la fin des années 70 de mettre en place un développement "alternatif". La mode du développement endogène allait de pair avec la vogue des petits projets à la base ou des micro réalisations qui ont permis le développement des ONG. D'où un certain paternalisme de la part des institutions et des experts pour ces acteurs nouveaux qui affirmaient que le développement local communautaire est possible avec des technologies appropriées, peu coûteuses et autogérables. Un certain nombre de succès localisés transforma ces réussites ponctuelles en modèle de développement alors que les grands barrages se fissuraient et coûtaient plus qu'ils ne produisaient. Aujourd'hui, les ONG reçoivent des financements non négligeables de la Banque mondiale, de l'Unicef, de la CEE et des ministères.

Longtemps envisagés comme une variante des boy-scouts, les intervenants d'ONG sont désormais recrutés sur la base de qualifications sérieuses. Leur compétence professionnelle s'est largement développée, pour approcher souvent celle des "experts". C'est d'ailleurs l'un des effets des financements publics dont vivent beaucoup d'associations, qui exigent une technicité élevée, bien loin de l'improvisation sympathique des débuts du mouvement associatif, et bien loin du militantisme initial. De multiples facteurs expliquent cette évolution qui suppose pour être intelligible de présenter une typologie sommaire, car sous le vocable d'ONG se présentent des organisations très diverses par leur taille, leur pouvoir, leurs formes d'intervention et de financement.

Les grandes associations tiers mondistes historiques dites de développement ou de solidarité avec le tiers monde survivent. Leurs difficultés financières par rapport à la période antérieure sont compensées par la qualité ou la détermination de leurs militants dont les engagements traversent les péripéties de l'histoire à court terme.

La Cimade (protestante) ou le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD : Budget 1991 de 189 millions de F), l'une des cibles favorites du *Figaro Magazine*, sont d'énormes associations ou fédérations dont les structures militantes internes sont suffisamment solides pour assurer la permanence des engagements. Voisine idéologiquement, mais petite par sa taille, une association comme Frères des Hommes, à la pointe des initiatives idéologiques dans les années 70, est aujourd'hui l'objet d'une OPA d'un groupe proche du parti socialiste ; l'association est en outre victime d'une crise financière grave, et de règlements de comptes internes qui la fragilisent et rendent son avenir incertain. De grosses associations anglo-saxonnes, allemandes et nordiques comme Oxfam, Care, Caritas, Misereor, sont en mesure de peser d'un poids important auprès des gouvernements. Lors des cyclones ou des inondations au Bangladesh, les responsables de ces organisations sont

3. J.- D. Boucher, *L'aventure solidaire. Volontaire pour le Tiers Monde*, Paris, Karthala, 1985.

parfois reçus comme des ambassadeurs et influent de façon décisive sur les politiques mises en oeuvre. Véritables groupes de pression planétaires, ces organisations fonctionnent comme d'énormes entreprises dirigées par des experts hautement qualifiés. A la fois organisations de développement, opérateurs de projets sur le terrain et organisations humanitaires distribuant de l'aide en cas de catastrophe politique ou naturelle, les ONG se divisent en organisations de développement ou de solidarité et ONG d'urgence.

Les ONG d'urgence sont des organisations qui s'engagent en cas de catastrophes pour assurer la survie des populations par des secours alimentaires, des soins médicaux. Les urgenciers se sont particulièrement développés en France autour de deux grosses associations Médecins sans Frontière (MSF) et Médecins du Monde (MDM) qui monopolisent l'attention des médias et du public et éclipsent d'autres organisations plus discrètes. Les dépenses d'urgence représentaient déjà 25% des dépenses totales des ONG françaises en 1985, contre 50% pour le développement. Ce phénomène s'est développé au détriment des ONG dites de développement et de solidarité qui étaient pratiquement seules sur la scène avant le débarquement et le développement explosif et tapageur des urgenciers entre 1975 et 1985.

Si les deux associations MSF et MDM se livrent une concurrence acharnée dans les médias, la première présente la face de centre droit d'une réalité dont la seconde est la face de centre gauche. Le Dr Kouchner (MDM) a remplacé le Dr Malhuret (MSF) au gouvernement, avant de devenir le ministre photogénique que l'on connaît.

Contrairement aux ONG de développement qui insistent sur l'autonomie des acteurs et la prise en charge des projets de développement durables par les intéressés, les urgenciers, qui ont forgé leurs outils dans des camps de réfugiés, insistent sur les prestations immédiates susceptibles de sauver des populations en danger, sans trop se préoccuper du lendemain. Ils sont parvenus en quelques années à rendre équivalentes pour l'opinion publique les catastrophes naturelles et les catastrophes politiques. C'est grâce à ces ONG d'urgence, ou plutôt à leurs porte parole, que le diagnostic de "totalitarisme" a identifié celui-ci à une maladie biologique alors qu'il s'agit d'un phénomène social et politique. La culture médicale de ces associations en fait des producteurs de normes, à travers leurs responsables, plus politisés que les troupes dont la culture socio-politique est souvent extrêmement sommaire. On se souvient que le devoir d'ingérence s'est transformé en droit d'ingérence grâce au charme du bon Dr. Kouchner qui parle de "faiseurs de droit" à propos des ONG humanitaires⁴.

La distinction claire entre ONG de développement (long terme) et ONG d'urgence (court terme) oblige à préciser qu'en pratique la coupure n'est pas radicale. Le concept d'"humanitaire" est un label d'urgenciers utilisé parfois par les ONG de développement afin de demeurer

4. M. Bettati, B. Kouchner, *Le devoir d'ingérence*, Paris, Denoël, 1987.

comprises du grand public des donateurs potentiels. En effet, l'idéologie des droits de l'homme s'est constituée en vulgate humanitaire à un point tel qu'elle est devenue intouchable. Étrange démocratie que celle qui remplace les vieux tabous par d'autres... Il s'agit d'un phénomène social de construction du consensus pratiquement imparable. Du "bazar de la charité" (Ch. Condamines) des années 85 au bazar humanitaire d'aujourd'hui la continuité est totale. Seule la taille de l'entreprise s'est étendue puisqu'elle inclut dans ses succursales... l'ONU depuis que cette organisation a reconnu le concept "humanitaire". Celui-ci a perdu, de fait, toute pertinence puisqu'on ne sait de quelle humanité il s'agit, de quels droits de l'homme on parle. Devenu le cache sexe idéologique du néo-libéralisme, la notion d'humanitaire n'est plus utilisable, sauf pour produire le consensus implicite dont les ONG ont besoin pour émouvoir et recevoir des dons.

Les budgets très importants qui sont ceux des grosses associations amènent à évoquer la question de l'argent qui est à la source d'une profonde restructuration du milieu associatif. Un nouveau rapport aux donateurs et à l'argent s'est installé au début des années 80 en France. Là où les ONG de développement militantes des années 60-70 tenaient un discours structuré sur le développement qui emportait l'adhésion de membres ou provoquait un don sur le parvis de l'église (campagnes du CCFD), la pratique du marketing direct (made in USA) a introduit des mutations irréversibles des comportements tant des associations que des citoyens donateurs. Ch. Condamines écrit : "Le don est un produit ; le donateur un client ; l'ONG une entreprise et la charité un marché"⁵. Les nouvelles méthodes du *fund-raising* (collecte de fonds) ont profondément modifié le paysage associatif. Partant du constat que : "L'aide humanitaire au Tiers-Monde se vend bien. Comme les produits et les services, le franc philanthropique va selon les époques et les modes vers les handicapés, le troisième âge, l'enfance, le Tiers Monde" (Antoine Vaccaro)⁶.

Le mécénat et le sponsoring humanitaire mettent en oeuvre des partenariats entre associations et entreprises (Evian, Citroën, UAP). L'épargne solidaire met en place des fonds communs de placements et SICAV... Nord-Sud à bénéfices partagés. Le marketing direct enfin utilise les mailing (lettres personnalisées), le téléphone ou la télématique pour vendre des produits humanitaires à des consommateurs de bonnes causes, passifs à l'inverse des militants de la précédente génération. Cette évolution remplace l'engagement par l'achat d'une part de bonne conscience, sans se déplacer de chez soi. Elle permet une communication à sens unique avec le Tiers Monde, à travers les images qui montrent les problèmes sans en expliquer les causes et sans proposer

5. Ch. Condamines, in- *Commission Coopération, Développement : Argent, Associations, Tiers Monde*, La Documentation Française, Paris, 1988, p. 154.

6. Antoine Vaccaro, in- *Commission Coopération, Développement : Argent, Associations, Tiers Monde*, p. 54, op. cit.

de solutions durables autres qu'une assistance fondée sur l'émotion, au coup par coup. Si dans cette démarche les hommes du Sud ne sont que des figurants de scénarios catastrophistes, les citoyens donateurs ne sont pas mieux lotis. Ils sont considérés comme des poches d'émotions et d'argent, inaptes à comprendre et à participer durablement. "Ce qui permet à l'aide – même lorsqu'on la sait inutile – de continuer car elle donne au moins l'illusion que même si rien ne change, tout semble pourtant devenu différent. Qu'un seul homme souffre moins et le monde est devenu meilleur" pour citer le slogan d'une ONG⁷, écrivent M.D. Perrot, G. Rist et F. Sabelli⁸

Devenu un investissement moral pour nos sociétés grégaires, l'humanitaire est aussi un alibi et un enjeu politique. Comme l'a bien analysé J.C. Ruffin et comme l'illustre le ministre Kouchner, l'humanitaire constitue un nouveau champ politique fondé sur des dénonciations de scandales sélectionnés selon les intérêts du moment. La petite Colombienne qui meurt à l'écran dans son carcan de boue invite à une régression de la pensée. Elle institue le Tiers Monde en spectacle pour l'Occident bienveillant ; celui-ci constitue l'universalité des droits de l'homme et la vulgate humanitaire en pensée univoque et unique de nos sociétés démocratiques.

L'offensive néo-libérale de 1985 a mis les ONG de développement en position défensive. Leurs donateurs privés sont moins nombreux car ils préfèrent donner pour des causes spectaculaires et en changer, plutôt qu'à des projets de développement destinés à endiguer une problématique baisse de la dépendance du Sud qui n'est pas télévisuelle. Les institutions publiques nationales (ministère de la Coopération et du Développement) ou internationales (CEE, Banque mondiale, Unicef) ne pouvant se détourner du long terme prennent une place croissante dans le financement des ONG de développement qui risquent de perdre leur indépendance et de devenir des bureaux d'étude au service de leurs commanditaires institutionnels, même si ceux-ci ne sont pas alignés sur les mêmes positions. Beaucoup de projets sont actuellement proposés par appels d'offres auprès des ONG qui deviennent ainsi des outils au service des États ou des institutions multilatérales. La dimension associative des ONG connaît donc une crise probablement irréversible qui bénéficie au monothéisme idéologique ambiant et résulte de celui-ci.

L'idéologie du marché et de l'argent a profondément transformé le monde des ONG. Les ONG de développement tentent de s'adapter à ce nouveau contexte. Les ONG d'urgence, après avoir mis en oeuvre une vigilance pseudo universelle font le droit et produisent la morale de nos concitoyens tétanisés dans leurs pantoufles devant leurs téléviseurs. A quoi bon aller voir, chercher. Les convois humanitaires y sont déjà et ils ont tout compris. Ils livrent même la solution (temporaire), clés en main. Le jour n'est plus loin ou, après avoir mesuré leur taux de cholestérol, nos

7. M. Bettati, B. Kouchner, *op. cit.*

8. *Op. cit.*, p. 170.

concitoyens paieront par prélèvement automatique leur redevance humanitaire auprès de telle ou telle ONG, peut-être à l'État si d'aventure le Dr. Kouchner devenait premier ministre.

La mutation des ONG dans les années 80 caractérisée, il paraît opportun d'élargir la réflexion pour analyser à plus long terme la place, la fonction des ONG à l'heure du village planétaire, de la conférence de Rio et du forum global des ONG qui y a pris place.

La solidarité ritualisée par les ONG comme instauration de la rupture.

"Les années soixante, avec Mc Luhan ont vu naître le mythe de la proximité, du village planétaire et des médias. Le siècle va finir avec le retour de la vieille distinction près/loin"

J.C. Ruffin 9

Les journalistes présents à Rio ont abusivement insisté sur le caractère "folklorique" du forum global des ONG. La tradition veut que les débats associatifs soient brouillons et spontanés à l'inverse d'une réunion d'experts supposés mesurés et sans passion. Le cliché ne peut dissimuler une relative ignorance de la professionnalisation rapide des ONG. Pour qui a pu assister à des réunions préparatoires du sommet de Rio en France et dans des lieux aussi distingués que le Sénat, il paraît évident que les positions ont été longuement mûries, lissées, pour parvenir à un consensus, au-delà de vives luttes de pouvoir entre associations, exprimées plutôt plus civilement qu'à l'Assemblée Nationale. Les responsables d'ONG ne sont donc plus des idéalistes folkloriques mais ils sont, pour la plupart, conscients des enjeux à un niveau qui dépasse les intérêts de leur boutique associative. Tous ces débats sont suivis de très près, lorsqu'ils ne sont pas organisés, par un ministère. Il en résulte que les ONG sont des acteurs idéologiques à part entière et que le tropicalisme brésilien a peut-être aveuglé plus d'un journaliste, nostalgique du gauchisme ou ancien anarchiste.

Il faut faire un sort à une idée aujourd'hui discutable et probablement périmée selon laquelle, et comme leur nom l'indique, les ONG s'opposent à l'État, que la société civile s'oppose à l'État et que les ONG sont l'émanation de la société civile. Personne n'ignore que l'entrée de représentants de la société civile au gouvernement transforme lesdits représentants en vrais ministres... sinon ils démissionnent très rapidement. Les ONG n'émanent plus semble-t-il de la société civile qu'elles invoquent car celle-ci disparaît dès lors que sont occultées toutes les contradictions sociales et que prévaut une seule idéologie de consentement au consensus, un seul modèle de développement, une seule humanité planétaire (société civile fictive), sans oublier ses fameux droits nécessairement universels et univoques. La notion de société civile a perdu toute signification dès lors que la production du consensus est si bien mise en oeuvre qu'elle rend inutile toute forme de protestation trop

9. J.- C. Ruffin, *L'Empire et les nouveaux barbares*, J.- C. Lattès, Paris, 1991, p. 217.

radicale (cf. les agriculteurs face à... "la seule politique possible"). Lorsque le pragmatisme et la nécessité démocratique ceinturent le débat public, il n'y a plus de société civile possible car il n'est plus pensable de pouvoir dire non. Tout est devenu diaphane d'évidence, comme une société civile planétaire, imaginaire et unifiée. Ce phénomène s'articule avec la dépolitisation, vieille constante du discours français, qui prend forme néanmoins avec la croissance du vote écologique, nouvelle forme de conscience politique et le recul des partis politiques traditionnels.

Les ONG et particulièrement les ONG médiatiques d'urgence, ont pris une part active dans la régression du politique. Assommés d'images et de solutions miracles, les citoyens ont perdu l'habitude de la discussion. Sommés de s'émouvoir et de soutenir les croisades humanitaires, ils ont perdu l'habitude d'être consultés, d'être interrogés sérieusement puisque les sondages répondent à leur place. Le prêt à porter idéologique, avec ses valeurs humanitaires consensuelles portées par les ONG a provoqué une régression de la responsabilité politique. La démocratie ne vaut que par la qualité des citoyens pensait Tocqueville. Une formidable régression politique a été orchestrée par les ONG d'urgence. En endormant la réflexion des clients donateurs, on a tué les vertus du citoyen. Rony Brauman, président de MSF, n'en revient pas et doit rappeler "à l'antenne" qu'il faut "du politique" dans une société démocratique et qu'il fut militant maoïste... dans sa jeunesse. Apprentis sorciers d'un moment, ou de toujours, ces responsables d'ONG, en remplaçant l'engagement et la réflexion par des gadgets technologiques parachutés et par le marketing généralisé, ne peuvent sérieusement s'étonner d'avoir produit des clients qui sont des ectoplasmes.

Les ONG seront de plus en plus humanitaires car la loi du marché les y oblige pour survivre. Dans ce nouveau contexte, elles sont une pièce décisive dans la fabrication du consensus démocratique. Celui-ci ne peut être directement formulé par les États qui seraient qualifiés de totalitaires. Les ONG constituent donc un alibi démocratique de la plus grande nécessité pour les États, pour les organisations internationales, pour les multinationales, pour les partis politiques. L'idéologie des groupes de pression est trop corporatiste pour se passer de "messagers humanitaires" qui démocratisent leurs intérêts particuliers en intérêt général. C'est pourquoi les ONG humanitaires constituent une matrice idéologique essentielle de production du consensus à partir de valeurs sublimées, apolitiques, non confessionnelles, libres, bref démocratiques.

Avec les ONG machines à blanchir l'argent des multinationales grâce au mécénat, chacun trouve son compte dans ces échanges de symboles contre de l'argent. Le label humanitaire signale aujourd'hui aux consommateurs un bon produit, une bonne idée, une option souhaitable. Lorsque, dans quelques années, les élections se dérouleront par minitel, ce label sera déterminant en invitant à appuyer sur la bonne touche de l'ordinateur. Ce bourrage d'urne, nouvelle manière, est pour demain.

Dans *La mythologie programmée*, ouvrage riche d'intuitions, M.D. Perrot, G. Rist et F. Sabelli démontent quelques rouages de la pensée post-moderne, en particulier le mythe de mère Thérèse. Ils notent :

"Au moment où le doute envahit le champ du "développement", semé d'échecs plutôt que de succès, où le rêve d'une société devenue plus juste grâce aux changements de structures s'évanouit, la société dissimule son désarroi et se retrouve unanime autour de la morale d'urgence imposée par les médias qui ne cessent de montrer la charité en train de se faire... Enfin, ce ne sont plus les appartenances liées à la classe ou à la nation qui importent mais le sentiment de participer à une société civile mondiale où tous sont égaux en droit, ce qui oblige à faire passer le droit dans les faits, quitte à pratiquer le "devoir d'ingérence" au mépris des souverainetés nationales¹⁰"

L'importance idéologique et mythique de l'amour de l'humanité établie, il convient de se pencher sur les nouveaux militants qui en sont les opérateurs. Le concept "d'aventure utile" du nom de la revue de la *Guilde du Raid* qui organise chaque année le forum des ONG à Agen, montre bien les ambiguïtés des nouveaux militants. En associant morale et action, il est possible d'unifier un champ, hier divisé entre les deux types d'ONG mentionnés, développement et urgence. Les dimensions d'aventure et d'utilité sont désormais premières. Être utile en éprouvant un frisson - qu'importe si celui-ci résulte du danger ou de l'exotisme des populations - tel est le principal attrait de l'action humanitaire dans les ONG pour les jeunes générations. La solidarité va de soi et, en quelque sorte, avec. Elle est réellement bien partagée. Ce n'est pas un choix mais une évidence morale. Le partage des mêmes valeurs consensuelles et universelles, l'expérience des mêmes aventures amènent les volontaires à éprouver un fort esprit de corps, particulièrement vif dans les ONG fonctionnant en équipes commandos telles que MSF.

Mobilisés par l'idée de rendre des services à des populations démunies dans le besoin, les témoignages des membres d'ONG participent à la reproduction de la mythologie qui les a motivés. Avec Perrot, Rist et Sabelli, soulignons :

"Voilà ce qui fait que le champ de la solidarité Nord-Sud se présente comme un corps sans ossature, un corps qui vit uniquement grâce à l'esprit de corps. Voilà aussi pourquoi ce champ est porteur de programmes qu'aucun véritable "programmeur" n'a conçus mais qu'une mythologie, solidement enracinée dans les consciences individuelles, élabore, reproduit et légitime"¹¹

La conférence de Rio a mis en scène les raisons d'États, face à un forum global d'ONG. Cette manifestation constitue un bon indicateur de l'état des forces en présence. Kermesse, Woodstock écologique, Disney Land

10. Op. cit. p. 161.

11. Op. cit. p. 183, PUF, Paris, 1992.

associatif, les termes ne manquent pas pour caractériser le village global comme un luna park plein de scories et de gadgets.

La première constatation qui s'impose est que l'écologie, en réintégrant la durée, a pris le relais de l'idéologie tiers mondiste. Beaucoup d'ONG, se fondant sur une analyse néo-tiermondiste des rapports Nord-Sud, protestent contre le dernier acte de pillage du tiers monde envisagé comme un dépôt d'ordures. Les liens avec la pauvreté et l'échange inégal sont affirmés. Le développement du mouvement associatif dans les pays du Sud fait de leurs ONG le nouveau fer de lance d'une protestation planétaire contre le nouvel ordre mondial. Les urgenciers français ne sont pas à Rio car ils n'ont rien à y dire. La santé de la planète, qui ne peut occulter les déséquilibres Nord-Sud, ne passe pas par le traitement médical ponctuel de quelques populations sinistrées ou réfugiées.

C'est tout le tiers monde qui est sinistré et proclame que l'économie capitaliste mondiale n'est pas un agent d'intégration mais de désintégration. Entre les grosses entreprises associatives comme Green Peace et les petites associations venues du Bangladesh, il n'y a guère de points de vues communs et les stratégies sont différentes. Les positions écologiques des États du Sud occupés à gérer la dette au jour le jour, ont été singulièrement enrichies et influencées par les associations nationales. L'avenir dira si la conférence de Rio a été une soupape destinée à mieux maîtriser ceux qui contestent les rapports Nord-Sud ou s'il s'agit des prémisses d'une remise en ordre. Quel serait le poids à moyen terme d'un réseau de solidarité d'ONG parlant de développement et de termes de l'échange, de démographie, de pauvreté, d'éducation, c'est-à-dire élargissant une approche technocratique de l'écologie qui fait des pays pauvres des figurants dans le débat ?

Le rapport de Laurence Summers, destiné à la Banque mondiale, suggérait selon le *Courrier International* : "Soit dit entre-nous, ne devrait-elle pas (la banque) encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés ? (...) la logique économique qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversés là où les salaires sont les plus faibles, est imparable". Devant les protestations, la Banque n'a pas osé publier cette proposition. Est-ce à dire qu'elle n'est pas mise en oeuvre ? Les ONG qui ont participé au Forum de Rio ont pris le risque de servir de monumental alibi, mais peut-on leur reprocher d'avoir profité de cette occasion médiatique pour se faire entendre même un instant ? Leurs voix ont permis de compter ceux qui considèrent que des rapports Nord-Sud plus justes sont indispensables pour maîtriser les risques écologiques. De quels pouvoirs disposent ces associations pauvres, de pays pauvres, pour influencer les citoyens des États riches et les programmes télévisés des bien pensants occidentaux. Une lutte d'influence inexorable se poursuit entre les ONG qui contestent et alertent et celles qui réconfortent les donateurs et accessoirement les malades. A l'aune des capitaux, le combat est inégal et peut-être allons-

nous vers un monde associatif bipolaire, avec des ONG occidentales riches (et un peu impérialistes) et des ONG du Sud pauvres dont les discours divergeraient progressivement, les premières parlant de solidarité et d'intérêt, les secondes de nécessités. Le Tiers Monde dont parlent les ONG occidentales n'est-il déjà pas le même que celui où travaillent les ONG du Sud, souvent avec l'argent du Nord ?

Le pillage à grande échelle fait bon ménage, pour l'heure, avec le sauvetage à petite échelle qui donne bonne conscience à l'Occident. En partageant l'illusion de participer à une société civile mondiale où tous les sujets de l'histoire ont disparu parce qu'unifiés et réifiés, les populations occidentales affirment, comme dans la chanson, "*We are the world*" (Nous sommes le monde). Cette fiction cache une mise à distance progressive du Sud, lieu de tous les périls : démographique, sanitaire, écologique, naturel, politique. Les immigrés, avant-garde du Tiers Monde, sont de plus en plus inquiétants et indésirables. Les réfugiés politiques sont devenus suspects et on préfère les soigner dans des camps de réfugiés.

Dans son ouvrage *L'Empire et les nouveaux barbares* 12, J.- C. Ruffin affirme : "Jamais l'historicité des sociétés du Tiers Monde n'a été plus niée que ces quinze dernières années" (p. 104). Il poursuit : "Le Sud-Est est en train de quitter le champ de l'Histoire universelle que le Nord a emporté avec lui dans sa retraite... Tant qu'à se savoir finie, notre civilisation préfère qu'on la limite dans l'espace plutôt que dans le temps" (p. 139-140).

Selon l'auteur, nous assistons à une mise à l'écart du Sud par le Nord qui se protège de la barbarie comme dans la Rome antique les frontières de l'Empire marquaient les limites de la civilisation. Cette analyse appelle quelques réserves mais pose de bonnes questions en obligeant à se demander si l'intégration mondiale factice ne constitue pas une nouvelle forme d'exclusion..

L'hémisphère Sud est appelé à devenir un vaste camp de réfugiés ou même un ghetto, tenu à distance par des États tampons (exemple la Turquie) qui protégeraient le Nord contre les nouveaux barbares qui constituent un danger permanent d'explosion sociale, religieuse, politique. J. C. Ruffin précise :

"Derrière le voile humanitaire dont le Nord enveloppe sa supposée vertu, nous assistons sans doute à une prodigieuse montée du cynisme politique (...) tout ce qui est inacceptable au Nord, le recours à la force, la contrainte totalitaire, le malthusianisme violent, l'anomie meurtrière, devient au-delà du limes le moyen légitime de contenir des masses du Sud, donc de protéger la civilisation" (...) "Sous les oripeaux du droit humanitaire, les sociétés occidentales sont en train de se fermer à l'autre hémisphère" (p. 204-205).

Fuyant la mort individuelle, comme la mort collective, nos contemporains, prospères et vieillissants, veulent simplement durer le plus possible, vivre en paix et en sécurité, entre soi. Cet "apartheid mondial", selon Ruffin, met en place de vastes camps où pourront se développer les actions humanitaires, alibis de l'exclusion planétaire dont elles sont l'accessoire et la décoration. Ce renoncement à la justice pour obtenir la sécurité constitue le changement idéologique majeur de notre temps. La "fin des utopies" est une autre formulation de la même évidence. Elle autorise des guerres punitives aux frontières de l'Occident. Hors de ces crises, les ONG seront devenues progressivement de plus en plus humanitaires et de moins en moins tournées vers le développement, à mesure que celui-ci cessera d'être un projet viable et pertinent. Comme des *peace corps* devenus gardiens d'un immense camp de réfugiés, ces ONG se verront confier la tâche de surveiller la tension politique dans ces sociétés déstructurées et marginalisées du Sud. Gardiennes d'un ghetto de barbares, elles maintiendront la population en état de survie temporaire pour éviter de trop brutales explosions ou des déferlements susceptibles de troubler la sécurité du Nord.

D'Afrique et d'ailleurs nous arrivent désormais des images de populations affamées, se traînant sur les routes avec leurs baluchons, fuyant des massacres. Tranquillisons-nous. Ceux-là ne parviendront jamais dans l'hexagone et n'accapareront pas un emploi, même de ramasseur d'ordures ménagères. Des camps les attendent près des frontières où ils seront entretenus en vie, nourris, sans espoir de se réinsérer dans une société.

Le "village planétaire" ne serait-il alors qu'une vaste fiction destinée à endormir la vigilance des citoyens ? Dans ce village, comme dans les villes les plus violentes du monde (Lagos, New York), existent des quartiers de riches et des quartiers de pauvres. Se réservant l'usage de la force armée, les États ne trouveront-ils pas dans les ONG les meilleures gardiennes possibles – en période de paix – de ces aires de désolation où le développement, ou le sous-développement, on ne sait plus, ont brisé des sociétés entières et les ont jetées sur les routes ou dans des bidonvilles, c'est-à-dire aux marges de l'humanité ?

De développement ou d'urgence d'une part, non gouvernementales, de solidarité, humanitaires d'autre part, les associations désignées par ces qualificatifs partagent ensemble des labels idéologiquement ambigus et parfois confus sur lesquels on a essayé de projeter une certaine lumière critique. Supposées émaner d'une société civile précise et spécifique, elles nous parlent d'un monde meilleur, situé dans une humanité délocalisée et dépossédée de ses identités antérieures, de ses inscriptions territoriales, de ses cultures, toutes pulvérisées par le postulat de l'universalité des droits de l'homme. L'outil de domination le plus accompli dont dispose aujourd'hui l'Occident impérial, après

l'esclavage, le colonialisme, l'idéologie du développement est l'idéologie des droits de l'homme¹³

L'utopie pseudo bucolique du village planétaire révèle surtout qu'elle constitue l'emballage de l'idéologie néo-libérale parvenue (peut-être) à son apogée et qui fait de l'argent l'unique instrument de mesure des valeurs et érige le marché en champ unique de production de ces valeurs. Dans ce monde (ou économie monde) trois acteurs idéologiques sont sur la scène comme au théâtre de Rio : les États (avec les forts et les faibles, les riches et les pauvres), les "Communautés", nouvelles sociétés civiles délocalisées garantes du label démocratique, et "la Planète" dont on parle en faisant semblant d'ignorer que la planète de Washington, celle de Tokyo, celle de Bruxelles, celle de Pékin, celle de Lagos, celle de Manille, celle de Belgrade, ne sont pas les mêmes planètes.

Cette société civile planétaire, communautaire et démocratique, se construit sur l'absence de sociétés civiles. Il n'y a pas de sociétés (au pluriel) sans frontières, pas plus qu'il n'y a de sociétés civiles sans des territoires où s'inscrit la pertinence de leur discours. Cette société unifiée fictive, accessoire nécessaire du marché mondial, a besoin des ONG de la même façon que les États, afin de rendre démocratiques donc comestibles pour les citoyens consommateurs les "nécessités économiques" articulées aux "nécessités humanitaires". Instrument majeur de l'intégration idéologique mondiale en cours, les ONG opèrent une médiation indispensable entre les pouvoirs économiques, les pouvoirs étatiques dominants et les nouvelles formes de pillages du Tiers Monde réalisées au nom de l'économie de marché.

Le consensus produit par les ONG est indispensable dans ce contexte, tout comme leur fonction d'alibi démocratique. Il transforme la brutalité des rapports de force d'une injustice radicale en exercice pédagogique paternaliste et bienveillant à l'égard du Sud. Ces ONG qui parlent au nom de sociétés civiles spécifiques en voie de disparition, rendent pensable et miraculeusement réalisé le village planétaire néo libéral – "Si tous les gars du monde voulaient se donner la main", les multinationales réaliseraient de meilleures performances, comme ne le dit pas la chanson.

Si l'écologie recycle certaines scories idéologiques du tiers mondisme, cette dimension contestataire et alternative – deux termes devenus désuets à l'heure planétaire – n'est qu'une fiction nécessaire pour piéger l'opinion naïve des partisans de la démocratie, c'est-à-dire tout le monde et personne.

13. Cf. B. Hours, "Du droit à la santé aux droits de l'homme : le retour de l'ethnocentrisme", *L'Homme et la Société*, n° 85-86 ("Les droits de l'homme et le nouvel occidentalisme"), 1987 ; "L'urgence comme politique", *Politique Africaine*, n° 28, 1988 ; "Devoir d'ingérence, droit d'accès aux victimes, droit de conquête humanitaire", A paraître dans *Intercultures*, 1992 ; "Pratiques étatiques, pratiques populaires et pratiques non gouvernementales au Bangladesh" in M. Haubert, C. Frelin, F. Lemdorfer, A. Marie, Nguyen Trong (Ed.), *État et société dans le Tiers Monde*, Publications de la Sorbonne. Paris, 1992, pp. 321-327.

Le SAMU mondial concocté par l'ONU sera chargé de la santé biologique et surtout politique des populations, tout comme de la santé de la planète. Les visions d'Orwell apparaissent singulièrement peu utopiques, dépassées même, face à l'utopie planétaire qui avance masquée sous les oripeaux de l'évidence, du pragmatisme, de la rationalité, de l'informatique.

Le démocratisme, cette idéologie dévoyée qui tient lieu désormais de pensée démocratique, a trouvé dans les ONG ses vrais agents et ses serviteurs fidèles, peu coûteux, et abusés volontaires. Énorme paradoxe de notre époque que celui qui consiste à occulter avec tant de facilité l'évidence historique et humaniste que le pluralisme, c'est la diversité localisée et que le totalitarisme démocratique dans lequel nous sommes entrés n'est qu'une démagogie abstraite et une escroquerie planétaire.

ORSTOM



Directeur : Jean Rémy
Secrétaire de rédaction : Odile Saint-Raymond
5, allées Antonio-Machado
31058 Toulouse Cedex - Tél. 61 50 43 92

Sommaire du n° 68 *Urbanité et citoyenneté*

I. URBANITÉ ET CITOYENNETÉ

1. Editorial, Maurice Blanc
2. Citoyenneté et représentation de l'appartenance, Bernard Poche
3. Question de citoyenneté, Catherine Wihol de Wenden
4. Les racines locales des immigrés, ou comment inventer une nouvelle citoyenneté, Claudio Bolzman, Rosita Fibbi, Lucila Valente
5. Espace et territoire à Spitalfields : perceptions locales et pratiques municipales, Catherine Neuveu
Encart : Poil tax et taxe d'habitation, Bernard Barraqué
6. Ethnicité et urbanité : l'évolution de la ville en Afrique et en Europe, Jacques Barou
7. Ethnicité et citoyenneté : éléments pour une comparaison européenne, Maurice Blanc et David M. Smith

II. L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE EN ALLEMAGNE

1. Aménagement du territoire et urbanisme dans l'Allemagne unifiée. Missions nouvelles et nouvelles lignes d'action, Hans-Peter Gatzweiler
2. Le défi allemand : la réanimation du territoire de l'Est, Jean-Paul de Gaudemar

III. HORS DOSSIER

Les logiques de l'habiter : besoin, désir et nostalgie d'être, Yves Chalas

Sommaire du n° 69 *Esthétique et territoire*

I. ESTHÉTIQUE ET TERRITOIRE

1. Présentation, Bernard Poche
2. Patrimoine et esthétiques du territoire, Dominique Poulot
3. L'esthétique contre l'éthique, ou l'impossible arbitrage (de la taumachie considérée comme un combat de registres), Nathalie Heinrich
4. Tout art est local - De l'art comme jeu sur la forme au territoire comme forme sociale, Bernard Poche
5. Il viole et tue la maîtresse de l'amant de sa femme, Jean-Olivier Majastre
6. L'esthétisation du territoire : l'architecture à la recherche de la nature, Marion Ségau
7. La Départementale 32 ou l'esthétique d'un paysage moyen, Yves Hélias et Jean-Yves Laillier

II. POSITIONS

1. Le territoire dans l'ère post-agricole, Thomas Regazzola

En vente aux Editions L'Harmattan

l'ordre et le paiement sont à adresser aux Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique, 75005 PARIS

Jean MASINI*

Pendant longtemps, on les avait appelées "firmes" : ce concept étant censé revêtir une connotation négative, souvent critique, elles étaient l'expression la plus active de l'impérialisme. Aujourd'hui, ces analyses sont devenues taboues et on les désigne désormais sous le terme "entreprises", concept beaucoup plus noble.

Aujourd'hui, et selon des modalités que nous tenterons d'analyser, les entreprises transnationales développent leurs activités dans un espace qui comprend plus d'un pays. Cette définition, due à Celso Furtado, reste plus que jamais d'actualité, et toute précision supplémentaire est vouée à l'imprécision du fait même de la constante évolution de leurs comportements, que l'on suppose toujours correspondre à de formidables stratégies de conquête, de recherche de suprématie...

La vérité est sans doute généralement plus prosaïque : les multinationales cherchent essentiellement à obtenir du profit, en se préoccupant avant toute chose du comportement et des initiatives des multinationales concurrentes.

Pour essayer de comprendre comment ces entreprises évoluent, on peut simplifier et, à travers la matrice que présuppose la problématique des rapports Nord-Sud dans cette revue, utiliser le postulat "profit-concurrence internationale". Ce cadre analytique va permettre de situer ces multinationales dans leur environnement international de ces dernières années, et peut-être de comprendre leur comportement en amont et en aval de leur production, en insistant sur les questions relatives à la technologie ; par la suite la nouvelle donne internationale permettra de replacer le comportement de ces entreprises dans la période actuelle et d'appréhender les probabilités de leur évolution dans le futur.

Un environnement tourmenté.

Depuis le début des années 70, plusieurs ruptures ont bouleversé l'ordre économique international ; l'aboutissement en est aujourd'hui un monde où l'on constate simultanément une vaste libéralisation des échanges, que le GATT n'arrive pas encore à organiser totalement¹, mais dont la doctrine, affichée par les enceintes internationales, va quand même dans ce sens, et la constitution d'ensembles économiques de total libre échange entre nations.

*Conseiller de la Rédaction pour la *Revue Tiers-Monde*.

1. "La prise de conscience par un si grand nombre de pays en développement des bienfaits du libre-échange place le monde industriel devant la responsabilité particulière d'ouvrir ses marchés", *62ème Rapport Annuel de la Banque des Règlements Internationaux*, 1er avril 1991 - 31 mars 1992, page 77, Bâle, 15 juin 1992.
L'Homme et la Société, n° 105-106, juillet-décembre 1992.